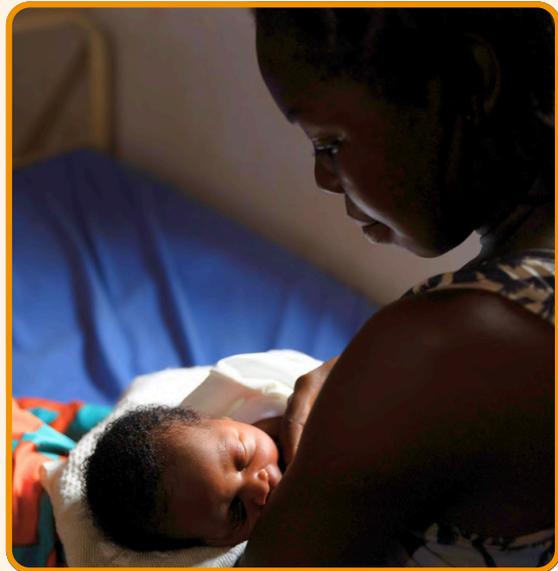




République Centrafricaine

RAPPORT ANNUEL 2024

EN MARCHÉ VERS UN DÉVELOPPEMENT DURABLE





République Centrafricaine

RAPPORT ANNUEL 2024

EN MARCHÉ VERS UN DÉVELOPPEMENT DURABLE



TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos	1
Aperçu du Contexte	2
Aperçu du Programme	6
Réalisations Clés	9
Partenariats et Collaboration	20
Ressources Financières	29
Progrès dans la mise en œuvre du 9 ^e programme pays	31
Histoires d'impact humain	36
Défis et perspectives	47
Annexe	51
Abréviations / Acronymes	50

AVANT-PROPOS



M. Victor RAKOTO
Représentant Résident

Chers Partenaires,

C'est avec un sentiment profond de gratitude et d'espoir que je vous présente le rapport annuel 2024 de l'UNFPA en République centrafricaine. Cette année encore, malgré les défis persistants et un contexte fragile, nous avons œuvré sans relâche aux côtés du Gouvernement, de la société civile et de nos partenaires pour faire progresser la santé et les droits sexuels et reproductifs, promouvoir l'égalité des genres et autonomiser les femmes et les jeunes.

Ce rapport témoigne de notre engagement indéfectible envers la population centrafricaine, en particulier les femmes, les filles et les jeunes, qui sont au cœur de notre action. Il met en lumière les progrès accomplis, les défis rencontrés et les perspectives pour un avenir où chaque personne puisse exercer ses droits fondamentaux et réaliser son plein potentiel.

En collaboration avec l'équipe prometteuse de l'UNFPA RCA, je vous invite à parcourir ces pages pour découvrir l'impact de notre travail collectif et nos résultats obtenus en 2024. Finalement, je réaffirme notre détermination à soutenir le Gouvernement de la RCA à bâtir un pays plus juste, plus inclusif, plus résilient et prospère.



APERÇU DU CONTEXTE

La RCA est un pays riche en ressources naturelles, mais qui paradoxalement figure parmi les plus pauvres et fragiles du monde. Elle fait face à d'importants défis en matière de développement humain et environnemental. Bien que peu industrialisée, la RCA subit de fortes pressions environnementales liées à l'agriculture, l'élevage, l'exploitation forestière, les feux de brousse et l'extraction minière, entraînant pollution, inondations et dégradation des sols.

Pour rétablir la stabilité et relancer l'économie, le Gouvernement a entrepris des réformes et mis en place des plans de développement. Le pays connaît une croissance démographique rapide, exerçant une pression accrue sur les services essentiels. La fécondité élevée contribue à une mortalité maternelle et infantile importante. Des progrès ont été réalisés dans la lutte contre le VIH, mais des défis humanitaires persistent, avec une grande partie de la population ayant besoin d'assistance.



INTRODUCTION

La RCA est un pays continental d'environ 623.000 km carrés, entourée par le Tchad au Nord, les deux Soudan à l'Est, le Cameroun à l'Ouest, la République du Congo et la République Démocratique du Congo au Sud. Elle est potentiellement riche avec un réseau hydrographique dense, un massif forestier important et des ressources minières immenses. Malheureusement, elle demeure paradoxalement l'un des pays le plus pauvre et le plus fragile au monde avec de nombreux défis à relever sur le plan du capital humain. Elle se place à la 189ème place sur 191 du classement de l'Indice de développement humain et on estime qu'environ 68,8 % de la population vit en dessous du seuil international de pauvreté en 2021.

Sur le plan environnemental, la RCA, malgré une faible industrialisation, fait face à des défis majeurs liés aux pressions de l'agriculture, de l'élevage, de la production de bois, de l'énergie domestique, des feux de brousse, de l'extraction minière, de l'habitat précaire et de l'utilisation du plastique. Ces pratiques entraînent pollution de l'air, inondations, insalubrité, manque d'eau potable, envahissement des zones protégées par le bétail, propagation de la peste bovine, dégradation des sols, déboisement, perte d'habitat et dégradation des écosystèmes.



Le camp des réfugiés Soudanais à Birao en RCA.

En vue de créer les conditions nécessaires pour ramener la stabilité sociopolitique et relancer le développement économique, les autorités ont engagé des nombreuses réformes, notamment celles relatives à la sécurité incluant le désarmement, la démobilisation, la réinsertion et le rapatriement des ex-combattants.

Depuis 2024, le Gouvernement a adopté le Plan National de Développement (PND-RCA) 2024-2028 lequel ambitionne de faire de la RCA à l'horizon 2028, un pays prospère, disposant d'un capital humain de qualité et des infrastructures résilientes et durables, fondée sur un État de droit plus inclusif axé sur les principes de la bonne gouvernance.

Selon les résultats de la cartographie censitaire (2019-2021), le pays est peuplé d'environ **6,4 millions de personnes** en 2024 dont 50,4 % sont des femmes et des filles; 73 % des jeunes de moins de 35 ans; 23,2 % de jeunes de 10-19 ans; 20,4% de jeunes de 15-24 ans; et plus de 60% de personnes vivant en milieu rural.



50,4% FEMMES
ET DES FILLES



49,6% HOMMES
ET DES GARÇONS



73% JEUNES DE MOINS DE 35 ANS



ENVIRON 25 %
DES FEMMES
EN ÂGE DE
PROCRÉER



60%
PERSONNES
VIVANT EN
MILIEU RURAL

La fécondité est élevée et en nette augmentation, passant de 5,1 enfants en moyenne par femme en 2003 à 6,4 en 2019. Elle débute précocement (31,5 % des filles âgées de 15-19 ans ont déjà eu un enfant) et se poursuit jusqu'à un âge avancé (les taux de fécondité pour les femmes de 40-44 ans et de 45-49 ans sont respectivement de 97 pour 1000 naissances vivantes et 27 pour 1000 naissances vivantes).

Le niveau élevé de cette fécondité, sa précocité et son caractère tardif ont comme conséquence et une mortalité maternelle (835 décès pour 100.000 naissances vivantes) et infantile (65 pour 1000 naissances vivantes) élevée du fait entre autres, de l'immaturation physiologique et de l'inexpérience des mères adolescentes en matière de soins aux nouveau-nés et du syndrome de fatigue maternelle pour les femmes âgées.

La RCA est affectée par l'infécondité, notamment dans les zones de l'Est même si, on constate un léger recul. Elles affectent non seulement la santé morale et sociale de milliers de femmes, mais constituent une barrière à l'utilisation des méthodes contraceptives modernes dont la prévalence est estimée à 14,4 en 2018-2019.

L'espérance de vie à la naissance, bien qu'ayant connu une amélioration, est encore faible (53,3 ans en 2020), due en partie à une épidémie de VIH généralisée, mais en baisse (4,9% en 2010 contre 3,5% en 2024).

Les inégalités de genres sont encore une préoccupation en RCA qui est classée, en 2019, 159^e sur 162 pays en matière de promotion du genre, avec un score de 0,682.

En 2024, 2,8 millions de personnes soit 46% de la population centrafricaine sont en besoin d'assistance humanitaire, dont 1,9 million en besoin de santé, y compris la santé sexuelle et de la reproduction, et 1,2 million en besoins de protection contre les violences basées sur le genre, 672.000 femmes en âge de procréer et 700.000 adolescents de 10-19 ans. Au 31 décembre 2024, 469 342 personnes étaient encore déplacées sur le territoire national avec 16% vivant sur site et 84 % dans les familles d'accueil.

En 2024, on note une réduction substantielle de l'intensité des chocs à la base de besoins humanitaires dans des zones spécifiques. Cela démontre d'une part une amélioration de la situation sécuritaire dans certaines régions, et d'autre part, l'efficacité des efforts soutenus et des stratégies de partenariat mises en place.

Ces progrès reflètent également la résilience des communautés, l'engagement inébranlable des acteurs humanitaires en appui aux efforts du gouvernement et la convergence des stratégies existantes visant à optimiser la réponse aux besoins humanitaires.

APERÇU DU PROGRAMME

Le neuvième programme de pays de l'UNFPA en RCA (2023-2027), doté de 42,8 millions de dollars et aligné sur le cadre de coopération de l'ONU, vise à améliorer la santé, la protection et la résilience des femmes et des jeunes dans ce pays en crise. Il se concentre sur l'intégration des droits sexuels et reproductifs dans les politiques, le renforcement des services et la lutte contre les normes discriminatoires, ainsi que l'amélioration des données sociodémographiques, le tout en collaboration avec divers partenaires.



Le 9e programme pays de l'UNFPA pour la RCA s'étend sur cinq ans, de 2023 à 2027. L'aide proposée par l'UNFPA s'élève à 42,8 millions de dollars, dont 7,3 millions proviennent de ressources ordinaires et 35,5 millions de dollars de modalités de cofinancement ou d'autres ressources. Ce programme de pays est aligné sur le cycle du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable (UNSDCF) pour la période 2023-2027.

Le programme vise à améliorer la santé sexuelle et droits reproductifs, la protection et la résilience des femmes et des jeunes autant dans le contexte humanitaire que du développement. Le programme de pays s'articule autour de quatre produits interconnectés, alignés sur les réalisations du plan stratégique de l'UNFPA :

PRODUIT 1

D'ici à la fin de 2027, la santé et les droits sexuels et procréatifs, la prévention et la réponse à la violence sexiste et aux pratiques néfastes ainsi que la participation et le leadership des jeunes dans la paix et la cohésion sociale seront intégrés dans les lois, les politiques et les cadres de développement et de responsabilisation nationaux pertinents

PRODUIT 2

Les capacités des institutions nationales, des communautés et des parties prenantes sont renforcées pour fournir des services intégrés de haute qualité en matière de santé sexuelle et procréative et de prévention et de réponse à la violence sexiste, y compris les pratiques néfastes, en particulier pour les femmes et les jeunes, y compris dans le contexte humanitaire

PRODUIT 3

Les capacités nationales et communautaires sont renforcées pour lutter contre les normes sociales discriminatoires en vue de l'autonomisation des femmes et des filles, ainsi que de la prévention et de la lutte contre la violence sexiste et les pratiques traditionnelles néfastes

PRODUIT 4

Les capacités nationales et régionales sont renforcées pour produire, diffuser et utiliser des données sociodémographiques ventilées en vue de l'élaboration, du suivi et de l'évaluation des politiques et des programmes, en particulier ceux liés à la santé sexuelle et procréative et aux droits procréatifs compte tenu de la dynamique démographique, y compris dans le contexte humanitaire.

Les interventions prioritaires sont déterminées à partir des voies d'accélération sélectionnées et sont basées sur les principes d'universalité, d'inclusion des personnes handicapées, de droits de l'homme, d'égalité des sexes, de ne laisser personne de côté et du continuum résilience, adaptation et humanitaire-développement-paix. Le programme donnera la priorité aux personnes les plus en marge, en se concentrant particulièrement sur les femmes, les filles et les jeunes en situation d'extrême pauvreté et d'insécurité.

Le programme est mis en œuvre en collaboration avec le Gouvernement, les universités, les Nations Unies, le secteur privé et les donateurs. L'UNFPA travaille en partenariat étroit avec plusieurs agences des Nations Unies, ainsi qu'avec des ONG nationales et internationales.



Credit photo : UNFPA / Jean-Philip Lawson

Les programmes et interventions de l'UNFPA sont menés en collaboration avec de nombreux partenaires, y compris des organisations internationales. À l'occasion de la campagne de sensibilisation sur la prévention des VBG dans les lycées féminins à Bangui en collaboration avec l'Abassade des Etats-Unis.

RÉALISATIONS CLÉS

Cette section détaillée met en évidence les principales réalisations et résultats obtenus au cours de l'année dans différents domaines de programme, y compris, la Population et développement, la Santé sexuelle et droits reproductifs, le leadership et participation des jeunes, l'autonomisation des femmes et des filles et la lutte contre les violences basées sur le genre et les pratiques néfastes.



RÉALISATIONS CLÉS

SANTÉ SEXUELLE ET DROITS REPRODUCTIFS

Progrès en matière de santé maternelle, de planification familiale, d'achat des produits et commodités, renforcement des capacités en matière de SDDR



La **santé sexuelle et droits reproductifs (SSDR)** demeure une priorité en République Centrafricaine (RCA). Malgré un contexte socio-économique et sécuritaire complexe, des progrès notables ont été enregistrés dans divers aspects de la SDDR en 2024, bien que des défis importants persistent. Ce chapitre présente les principaux résultats obtenus, les difficultés rencontrées et les leçons apprises.

Progrès en matière de santé maternelle

Des efforts concertés ont permis d'améliorer l'accès aux services essentiels, notamment les consultations prénatales et postnatales, ainsi que les soins obstétricaux d'urgence (SOU), qui ont été rendus gratuits en 2024 dans toutes les formations sanitaires des zones du programme. L'élaboration et la mise en œuvre de la Feuille de route nationale pour l'accélération de la réduction de la mortalité maternelle, infantile et néonatale témoignent de cet engagement.

L'amélioration de l'état des connaissances sur la disponibilité des produits et des services de santé de la reproduction à travers l'enquête en 2024 révèle que la **disponibilité des sept médicaments vitaux pour la santé maternelle et reproductive** était observée dans **65,5% des points de prestation de services (PPS)**. Les hôpitaux (77,5%) et les centres de santé (62,5%) étaient les plus nombreux à disposer de ces médicaments essentiels.



Par ailleurs, le développement d'une **Politique Nationale de Surveillance des Décès Maternels et Périnataux et de Riposte (SDMPR)**, avec l'appui financier de l'UNFPA, représente une avancée significative pour mieux comprendre les causes de ces décès et mettre en place des interventions ciblées.

Dans le cadre des efforts visant à restaurer la dignité des femmes souffrant de fistule obstétricale, des réparations chirurgicales ont été initiées, ce qui a permis à **50 femmes** de voir leur état réparé afin qu'elles puissent vivre une vie normale.

Progrès en matière de Planification Familiale



Pour améliorer l'accès aux services de planification familiale, le bureau a contribué à l'instauration de la gratuité des services de contraception, en vue de lever les barrières financières à l'adoption de méthodes modernes.

Les campagnes de sensibilisation à la planification familiale (y compris la journée internationale de la contraception), ainsi que les initiatives ciblant les communautés, telles que les visites à domicile et les causeries éducatives menées par les Agents de Santé Communautaires (ASC), ont contribué à accroître la demande et l'utilisation des produits contraceptifs.

Le développement d'un Plan Annuel National Budgétisé par la Direction de la Santé Familiale et de la Population (DSFP) pour la Planification Familiale avec le soutien de l'UNFPA est un autre progrès important, visant à assurer un financement accru et une meilleure coordination des activités de planification familiale à l'échelle nationale.

Achat des produits et commodités

La sécurisation de la chaîne d'approvisionnement des produits de santé reproductive est cruciale pour garantir la disponibilité des contraceptifs et des médicaments essentiels. L'UNFPA a joué un rôle clé en fournissant un appui technique et financier pour l'acquisition et la distribution des produits contraceptifs afin de réduire les ruptures de stocks et le retard de livraison.

Dans ce cadre, **599 formations sanitaires** ont été dotées en médicaments et produits contraceptifs, **285 personnels de santé** ont été formés sur la gestion des produits SR, y compris les contraceptifs. Ces formations ont été accompagnées de supervisions formatives.



Résultats Clés

- Une proportion significative des PPS disposent des sept médicaments vitaux pour la santé maternelle et reproductive.
- La majorité des formations sanitaires, en particulier les CHU et les hôpitaux, proposent au moins trois, voire cinq, méthodes modernes de contraception.
- Des efforts de sensibilisation et des initiatives communautaires ont été déployés pour accroître la demande et l'utilisation de la planification familiale.
- Des formations en gestion logistique et en planification familiale ont été dispensées au personnel de santé.

Défis

- Les ruptures de stock de contraceptifs et de médicaments essentiels dues aux retards de livraison et autres défis de la chaîne d'approvisionnement entravent l'accès continu aux services.
- L'insuffisance de personnel qualifiée, surtout dans les zones reculées et difficile d'accès.
- Malgré la politique de gratuité, certains coûts persistent pour les utilisateurs des services de planification familiale.

Conclusion

L'année 2024 a été marquée par des progrès notables en matière de SSR en RCA, avec un engagement continu du gouvernement et le soutien crucial de partenaires comme l'UNFPA. L'amélioration de la disponibilité des médicaments essentiels pour la santé maternelle et un accès relativement large à diverses méthodes de contraception constituent des avancées positives.

Cependant, les défis liés à la chaîne d'approvisionnement, aux ruptures de stock, à la pleine mobilisation et une répartition équitable du personnel formé et à la pérennisation des efforts de renforcement des capacités doivent être adressés de manière urgente pour consolider les acquis et améliorer durablement la Santé Sexuelle et Reproductive de la population en RCA.

METTRE FIN AUX VIOLENCES BASÉES SUR LE GENRE

Efforts Décisifs Contre les Violences
Basées sur le Genre en 2024



En 2024, l'UNFPA, avec le financement Canadien, CERF, DG ECHO, KOICA, USAID (BHA & PRM) et des fonds d'urgence, a intensifié ses efforts pour promouvoir l'égalité des sexes, et l'autonomisation des femmes et des filles, ainsi que prévenir et répondre aux violences basées sur le genre et les pratiques néfastes.

De ce fait, l'UNFPA a soutenu le déploiement de **15 cliniques mobiles** et la fonctionnalité de **14 espaces sûrs amis des femmes et des filles**. Ces initiatives ont permis à **29 886 femmes et filles d'acquérir des compétences de vie courantes** et de renforcer **44 organisations féminines** dans le domaine des Activités Génératrices de Revenus (AGR).

De plus, **12 250 survivantes de VBG** ont bénéficié d'une prise en charge psychosociale, dont **75% ont reçu des services de gestion de cas** et **253 survivants** ont bénéficié d'une prise en charge en santé mentale.



Les femmes participent à des activités génératrices de revenus, comme la fabrication de savon, dans un espace sûr pour les femmes et filles à Mboko Landja, une zone périphérique de Bangui.

Les initiatives de plaidoyer ont été élargies aux plus hautes autorités dont le président de la République, Son Excellence Professeur Faustin Archange TOUADERA, qui a lancé un appel crucial aux bailleurs de fonds pour un financement continu et conséquent en vue de mettre fin aux VBG.

La prévention et la réponse aux VBG a été une priorité, plus particulièrement dans les localités de Bimbo, Ngaoundaye, Rafai, Ndele, Bambouti, Birao, Bocaranga et Damara ou **117 674 personnes ont été sensibilisées** sur les VBG et la santé reproductive (SR), la réhabilitation psychologique et la restauration de la dignité de **5 654 femmes, 90 prestataires** formés sur la gestion clinique.

Sous le leadership de l'UNFPA, les actions du GBV AoR ont permis d'intégrer les besoins des femmes et filles à risques des VBG dans le Plan Humanitaire de Réponse (HNRP) en 2024. De même, la diffusion des données sur la violence basée sur le genre, c'est nettement améliorée grâce au déploiement de GBVIMS.



Delphine Gisèle Thile, conseillère en matière de violences basées sur le genre, montrant le contenu d'un kit de dignité dans un centre de santé géré par l'ONG Olivier Homme de Galilée et soutenu par l'UNFPA.



LEADERSHIP ET PARTICIPATION DES JEUNES

Des efforts pour assurer une participation significative des jeunes à la programmation de l'UNFPA et aux objectifs de développement durable des Nations Unies.

En 2024, l'UNFPA a continué d'œuvrer activement en République Centrafricaine (RCA) à travers son programme jeune, visant à protéger les jeunes hommes et femmes en tenant compte des réalités spécifiques du pays. Une priorité essentielle de ce programme est la promotion de la santé sexuelle et reproductive des jeunes à travers une éducation sexuelle complète (ESC), considérée comme un facteur majeur de réussite et d'avenir pour la jeunesse centrafricaine.

Dans cette optique, la RCA a été l'un des douze pays d'Afrique où une étude (enquête) a été menée concernant l'engagement significatif des jeunes (scolarisés et non scolarisés) dans l'ESC. Cette enquête ciblée, réalisée à Bangui auprès de jeunes âgés de 15 à 24 ans issus de milieux urbains et périurbains, a permis d'engager des discussions et des échanges approfondis sur leur implication dans l'ESC, tant à l'école qu'en dehors.



Une photo de groupe des jeunes participants après la séance sur le sujet de l'éducation sexuelle complète (ESC) à l'école internationale GALAXY de Bangui.

L'initiative en matière de l'éducation sexuelle complète en 2024 a permis de mettre en exergue l'importance de la sensibilisation et de l'accès à l'ESC, la participation et l'influence des jeunes, le financement et les ressources, et les structures institutionnelles.

- **Sensibilisation et accès** : Une dynamique d'appui à l'ESC existe dans les écoles de Bangui, mais elle est disparate dans les provinces en raison du manque de structures, d'initiatives et de compétences adéquates. L'accès à l'information sur l'ESC est limité, surtout en province, et peu de services de santé sont fonctionnels en dehors de Bangui.
- **Participation et influence** : Peu de jeunes, en particulier en province, ont eu l'opportunité de participer aux programmes d'ESC ou à leur suivi et évaluation. Les cadres et opportunités d'engagement politique sont peu accessibles à certains jeunes de Bangui et inexistantes en province. Des plateformes inclusives et des cadres dédiés à l'éducation politique et au mentorat font défaut.
- **Financement et ressources** : Aucun financement stable n'est actuellement orienté vers l'ESC. L'implication des structures de jeunes dans les structures de financement est jugée importante pour une prise de décision inclusive. Le manque de rémunération est un frein à l'engagement des jeunes dans le travail lié à l'ESC, et il n'existe pas de cadre spécifique pour les partenariats et soutiens.
- **Structures institutionnelles** : Aucune initiative ouverte n'est perçue concernant l'intégration des voix des jeunes ou la mise en place de mécanismes d'implication des jeunes. Bien que certaines structures dédiées aux jeunes aient été créées, un renforcement de leurs capacités institutionnelles est nécessaire pour les rendre plus opérationnelles.



Une partie des jeunes participants prenant part à une séance plénière dans le cadre de l'activité ESC.

La promotion de l'ESC est toujours confrontée à divers défis notamment, l'incompréhension de la notion d'ESC par certains jeunes, les difficultés de traduction du module en langue nationale (sango), et la difficulté d'accès aux structures de jeunes dans certaines provinces.

L'année 2024 a permis aussi de noter qu'en terme de promotion de l'ESC, il est nécessaire de:

(i) **créer et de renforcer des structures d'accompagnement des jeunes à l'ESC à Bangui et dans les provinces.**

(ii) la mise en place d'une **stratégie d'appui financier** pour faciliter l'engagement des jeunes et soutenir les partenariats à long terme en faveur de l'ESC est également préconisée.

(iii) un plaidoyer auprès des institutions étatiques et privées est recommandé pour **soutenir l'implication et l'intégration de la voix des jeunes dans les processus décisionnels et de mise en œuvre de l'ESC.**

En conclusion, cet atelier a mis en lumière les défis liés au leadership des jeunes dans l'ESC en RCA et a servi de plateforme d'échange entre les jeunes et l'UNFPA. Il est considéré comme une **relance de l'engagement des jeunes centrafricains envers l'ESC.**



*Scannez le code pour regarder le résumé vidéo
des jeunes participants partageant leurs points de vue après la table ronde et
l'atelier sur le leadership des jeunes et la participation à l'éducation sexuelle complète.*



Dynamique des Populations, Données et Politiques

En 2024, l'appui de l'UNFPA au Gouvernement Centrafricain s'est caractérisé par le renforcement du partenariat pour la préparation du dénombrement du quatrième recensement général de la population et de l'habitation; la fourniture des actes de naissance pour favoriser aux femmes et aux enfants des zones vulnérables un accès à l'identité juridique, condition essentielle pour l'accès aux droits fondamentaux; et la contribution à l'élaboration du Plan National de Développement 2024-2028.

Dans le cadre de la préparation du dénombrement du quatrième recensement général de la population, l'UNFPA a fourni un appui technique soutenu à l'Institut Centrafricain des Statistiques, et des Études Économiques et Sociales (ICASEES), matérialisé par les réalisations suivantes :

(i) L'organisation de la table ronde de mobilisation des ressources tenue le 21 mai 2024 pour combler le gap du budget estimé à 5,531,591 USD. Cet exercice a permis non seulement de faire davantage le plaidoyer pour le financement du RGPH4, mais aussi d'obtenir l'engagement de la MINUSCA, de la BAD, de l'Ambassade d'Angola à soutenir techniquement, financièrement et logistiquement l'opération.



Déroulement de la table ronde sous le haut patronage de Son Excellence Monsieur Félix Moloua, Premier Ministre, Chef du Gouvernement et Président de la Commission Nationale du Recensement.

(ii) Mobilisation de trois Experts Internationaux dont un Consultant Conseiller Technique Principal qui ont procédé non seulement à l'évaluation de la faisabilité du dénombrement, mais aussi à l'encadrement de l'équipe de l'ICASEES dans l'organisation du dénombrement qui sera entièrement numérique avec l'utilisation de nouvelles technologies telle que les tablettes, la plateforme cloud, etc.

(iii) Mobilisation des ressources de 1,625,966.11 USD auprès de la Banque Mondiale pour commander 10.500 tablettes et 10.000 powerbanks.



10.500 tablettes commandées avec l'appui de l'UNFPA pour le RGPH4.

L'appui technique aux activités préparatoires du RGPH4 permet de garantir l'élaboration de documents de qualité, une méthodologie scientifiquement solide, des ressources humaines et du matériel de qualité et des données fiables pour une meilleure planification du développement.

L'UNFPA en collaboration avec la MINUSCA, la Mairie, le Tribunal de Grande Instance, les autorités préfectorales et coutumières, ainsi que les communautés de Birao a soutenu la promotion des droits fondamentaux des enfants et des femmes, en facilitant l'accès de ceux-ci à un acte de naissance et une identité. Ainsi, suite aux séances de sensibilisation, de formation du personnel de sante, des audiences foraines conduites par les magistrats et la dotation de la mairie en divers registres de naissance ; 500 enfants et femmes ont reçu des jugements supplétifs d'acte de naissance.



Audience foraine a Birao pour la délivrance des jugements supplétifs de actes de naissances aux enfants et aux femmes.

L'année 2024 a été aussi marquée par la contribution de l'UNFPA à l'élaboration et la validation du Plan National de Développement 2024-2024 qui a pris en compte les domaines thématiques d'intérêt ciblés de l'UNFPA, notamment les droits à la santé sexuelle et reproductive, le genre, les violences basées sur le genre et les pratiques néfastes, l'autonomisation de la femme et de la jeune fille, les jeunes et les adolescents, ainsi que les personnes vivant avec un handicap.

PARTENARIATS ET COLLABORATION

Cette section indique la collaboration avec le Gouvernement de la RCA, les agences des Nations Unies, les ONG nationales et internationales, les organisations de la société civile, les bailleurs de fonds et d'autres partenaires pour assurer la mise en œuvre du 9^e programme de coopération en vue d'améliorer les conditions de vie des femmes et des jeunes.



PARTENARIATS ET COLLABORATION



Le Premier Ministre de la RCA, M. Félix Moloua, parrainant le lancement officiel du Programme KOICA en RCA.

En 2024, UNFPA CAR s'est activement engagé dans **le renforcement de relations avec un éventail diversifié de parties prenantes** afin d'améliorer la portée, l'impact et la durabilité de ses interventions en matière de santé sexuelle et reproductive (SSR) et de prévention et de réponse à la violence basée sur le genre (VBG) et les pratiques néfastes, l'autonomisation de la femme et de la jeune fille, la disponibilité des données socio-démographiques ; ceci autant dans le contexte humanitaire et de développement.

Cette section met en lumière les efforts spécifiques entrepris en partenariat et en collaboration avec la **Présidence de la République, l'Assemblée Nationale, la Primature, le Ministère de la Santé et de la Population, le Ministère de l'Action humanitaire, le Ministère de la Promotion du Genre, Protection de la Femme, Famille et Enfant, le Ministère de la Jeunesse, l'Institut Centrafricain des Statistiques et des Études Économiques et Sociales, Fonds Central d'Intervention d'Urgence des Nations Unies (CERF), DG ECHO, l'Agence Italienne pour la Coopération au Développement (AICS), Fonds pour la consolidation de la Paix (PBF), USAID, le Canada et l'Agence Coréenne de Coopération Internationale (KOICA)**, ainsi que nos partenaires de mise en œuvres du programme et d'autres parties prenantes.



United Nations
CERF

Central
Emergency
Response
Fund

En 2024, UNFPA CAR a bénéficié d'un soutien financier significatif du CERF pour répondre aux besoins urgents en matière de protection, en particulier en ce qui concerne le renforcement des mécanismes de prévention, d'atténuation et de réponse aux VBG dans les sous-préfectures de Bambouti, Rafai, Zangba, Ndélé et Ngaoundaye. Les interventions ont permis d'avoir les réalisations ci-dessous :

- La production et la dissémination de rapports trimestriels du GBVIMS et du GBV AoR.
- Évaluations des besoins d'accès aux services VBG dans les zones du projet.
- La production et à la mise à jour des cartographies et des circuits de référencement VBG.
- La **distribution de kits de dignité a 6,140 femmes et filles vulnérables.**
- La **formation de 50 acteurs humanitaires sur la gestion des cas de VBG et le soutien psychosocial et en santé mentale (MHPSS).**
- La **formation de 40 prestataires de soins médicaux sur la gestion clinique des cas de violences sexuelles.**
- La **sensibilisation de plus de 66,774 personnes sur les VBG à travers la célébration des 16 jours d'activisme.**

Le CERF a également soutenu un projet d'UNICEF axé sur la protection, où UNFPA a collaboré dans le cadre des efforts de protection plus larges.



Partenariat et Collaboration avec l'Agence Italienne pour la Coopération au Développement (AICS)



Le partenariat avec l'AICS s'inscrit dans le cadre de l'amélioration de la santé de la mère et de l'enfant en RCA. En 2024, première année de mise en oeuvre de ce programme de trois ans, les résultats ci-dessous ont été obtenus :

- Amélioration du **fonctionnement régulier du CHUPB**, en particulier du service de néonatalogie ; et les services connexes à travers la prise en charge de **74 agents de santé**, la formation de **81 médecins** et l'encadrement de **130 agents de santé**.
- **1 348 nouveau-nés ont bénéficié de soins chirurgicaux d'urgence néonatale** au CHUPB.
- L'amélioration de la disponibilité des donnes du **SNIS du CHUPB**.
- Sensibilisation **des 180 parents** sur l'allaitement exclusif et prolongé et les soins essentiels du nouveau-né au CHUPB.
- La **réhabilitation de l'unité d'isolement** du CHUPB.





Grâce à la collaboration entre l'UNFPA et le Gouvernement du Canada en 2024, ces résultats clés obtenus :

- La réalisation de **225 accouchements assistés par du personnel qualifié, la prise en charge médicale dans les 72 heures de 79 survivantes de viol**, et la réalisation d'au moins une Consultation Pré-Natale pour 225 femmes enceintes.

- 208 survivantes de viol ont reçu une prise en charge multisectorielle. Le projet a aussi soutenu l'autonomisation socioéconomique des femmes et des filles par le biais de ces espaces sûrs, en accordant des **activités génératrices de revenu individuelles à 50 femmes et filles** et en renforçant les capacités de 10 organisations féminines.



Apprentissage de saponification à espace sur de clé de la Paix à BIMBO

- Le projet a également contribué à la **formation de 80 prestataires en gestion clinique des violences basées sur le genre** et a appuyé **2 structures de santé en les dotant de kits post-viol**.
- **3216 participants (dont 2156 femmes et 350 filles) ont pris part à des sessions sur les VBG**, la SSR et la planification familiale. Le projet a également renforcé le dispositif communautaire par la création de clubs d'hommes et de garçons visant à promouvoir le changement de comportement face aux VBG.
- **Soixante (60) femmes et filles** ont suivi des cours d'alphabétisation à l'espace sûr de Boeing a Bimbo.



L'année 2024 a vu un **renforcement significatif du partenariat entre UNFPA RCA et KOICA** à travers un projet collaboratif axé sur la santé sexuelle et reproductive et la violence basée sur le genre. Lancé officiellement lors d'une cérémonie parrainée par le Premier Ministre, soulignant l'importance d'impliquer les parties prenantes dans le processus de suivi et d'évaluation, la mise en œuvre du projet a permis de :

- Produit d'articles **de visibilité, entre autres les articles de presse, les publications sur les réseaux sociaux** pour mobiliser toutes les parties prenantes, y compris les bénéficiaires au tour des objectifs du projet.
- La mise en place des **mécanismes de coordination**, y compris les réunions des groupes de travail nationaux sur la SSR.
- La réalisation de l'étude sur les aspirations des jeunes en matière de SSR et de VIH en collaboration avec la Direction de la Santé Familiale et de la Population.
- Une **évaluation nationale de la préparation à la MISp**.
- Soutien aux réunions MARA sur la violence sexuelle liée au conflit (CRSV).
- Le renforcement des **directives VBG spécifiques aux agences et inter-agences**.
- La **standardisation du contenu des kits de dignité** en RCA.
- L'appui à la production et la publication des rapports **GBVIMS**.





European Union Civil Protection and Humanitarian Aid

Dans le cadre de son engagement à fournir des interventions multisectorielles intégrées de santé sexuelle et reproductive (SSR) et de violence basée sur le genre (VBG) aux populations affectées en République centrafricaine, l'UNFPA a développé une collaboration fructueuse avec l'agence humanitaire DG ECHO de l'Union Européenne pour couvrir les besoins des femmes et des filles affectées par les conflits dans les sous-préfectures de Boda, Bimbo, Begoua et Bocaranga .

Cette collaboration a permis d'atteindre 57.176 personnes cibles, majoritairement des femmes et des filles en âge de procréer. Plus spécifiquement, 15.286 personnes ont bénéficié des services SSR et 41.890 personnes des interventions VBG, dont 248 cas de viol ont reçu des soins médicaux dans les 72 heures. Ces résultats sont obtenus grâce à la mise en place et l'animation de quatre Espaces sûrs pour les femmes et filles.



Espaces sûrs pour les femmes et filles a Boukaya, financer par DG ECHO et mise en œuvre par INTERSOS.

De plus, la prestation de services de santé reproductive dans les districts sanitaires ciblés s'est considérablement améliorée, avec 25.453 femmes atteintes contre un objectif initial de 11.477.

Partenariats et Collaboration avec [UN PBF] Fonds des Nations Unies pour la Consolidation de la Paix



Le projet conjoint UNFPA/OMS intitulé « Appui à la cohésion sociale, par les jeunes, pour le jeunes en République Centrafricaine », sur financement du Peace Building Fund (PBF), est mis en œuvre à Bouar dans la Nana Mambéré et Bria dans la Haute Kotto. Il s'agit d'un projet de 24 mois, avec un budget de 2,500,017 \$.

Le projet vise à contribuer à la consolidation de la paix à travers le renforcement de la cohésion sociale et la réconciliation entre les jeunes des zones d'accueil, les retournés, et les communautés d'origine ou d'adoption, y compris l'implication et la participation des jeunes, notamment des jeunes filles aux élections locales.

Il contribue à engager les jeunes des zones d'accueil et rapatriés/retournés, en particulier les plus vulnérables, dans un processus de réconciliation entre eux, avec les communautés d'origine ou d'adoption, et assurer une réponse aux violences (y compris sexuelles) qui sont entre autres, causes et conséquences de la perpétuation du conflit.

Il permet de renforcer le dispositif de la réduction des violences communautaires, la culture de la paix, la cohésion sociale à travers les jeunes hommes et femmes des zones d'accueil et retournés tout en renforçant les capacités des structures de gouvernance et cadres institutionnels (Mairies, Lieux de culte, Centres sportifs, Maisons des jeunes, Maisons de la femme, instances de suivi de l'Accord Politique Pour la Paix et la Réconciliation, etc.) qui sont des cadres pour les interventions de cohésion sociale, mais qui jouent un rôle de régulation des comportements dans la communauté.

Les progrès qui ont été réalisés se traduisent par (i) la réalisation de l'étude sur les déterminants de l'engagement, et de l'implication des jeunes dans les conflits. (ii) l'appui à la prise en charge psychologique, sanitaire et économique de 165 survivantes des violences sexuelles. Les bénéficiaires parviennent à extérioriser, verbaliser leurs traumatismes, leur haine, leur Colère, et rentrer dans une dynamique d'apaisement émotionnel qui pourrait les conduire progressivement vers une réconciliation avec eux-mêmes, puis avec le reste de la communauté.

Les progrès qui ont été réalisés se traduisent par (i) la réalisation de l'étude sur les déterminants de l'engagement, et de l'implication des jeunes dans les conflits. (ii) l'appui à la prise en charge psychologique, sanitaire et économique de 165 survivantes des violences sexuelles. Les bénéficiaires parviennent à extérioriser, verbaliser leurs traumatismes, leur haine, leur Colère, et rentrer dans une dynamique d'apaisement émotionnel qui pourrait les conduire progressivement vers une réconciliation avec eux-mêmes, puis avec le reste de la communauté.



Transformation des produits locaux par les survivantes des VBG à Bouar.

Une des participantes témoigne « « je suis victime du conflit armé qui se sévit dans notre région, ma mère fut assassinée et son assassin est libre jusqu'aujourd'hui. Je me préparais de venger la mort de ma mère, mais hélas, grâce à cet échange, j'ai compris le pouvoir de pardon et je pardonne les assassins de ma défunte mère. Je m'engage à sensibiliser à travers la Radio toute la communauté sur l'importance de la paix. »

Aussi, 40 femmes de la communauté de Bria et Bouar ont été formées à la transformation des produits alimentaires dont toutes les matières premières sont procurées localement, qu'elles revendent pour disposer d'une autonomie financière. 24 d'entre elles (12 à Bouar et 12 à Bria), ont été formées à la couture moderne et sont dotées de machine à coudre et les accessoires qui leur permettent de faire la couture, et générer des revenus pour leur autonomie financière. 24 bénéficiaires dont 12 de Bria et 12 de Bouar sont formées en Boulangerie et Pâtisserie et dotées des matières premières et le matériel de fabrication.

Ces jeunes filles, autrefois discriminées, stigmatisées pour avoir été violées pendant le conflit, et qui vivaient pratiquement en marge de la société, ont été regroupés dans les espaces sûrs, et continuent de bénéficier des services sus cités.

Elles sont progressivement réhabilitées et retrouvent gout à la vie grâce aux dividendes du projet. Ils commencent progressivement à se réinsérer dans la société. Globalement, on observe, au fur et à mesure de la mise en œuvre, une adhésion des communautés aux problématiques de la paix, la réconciliation et le vivre ensemble.



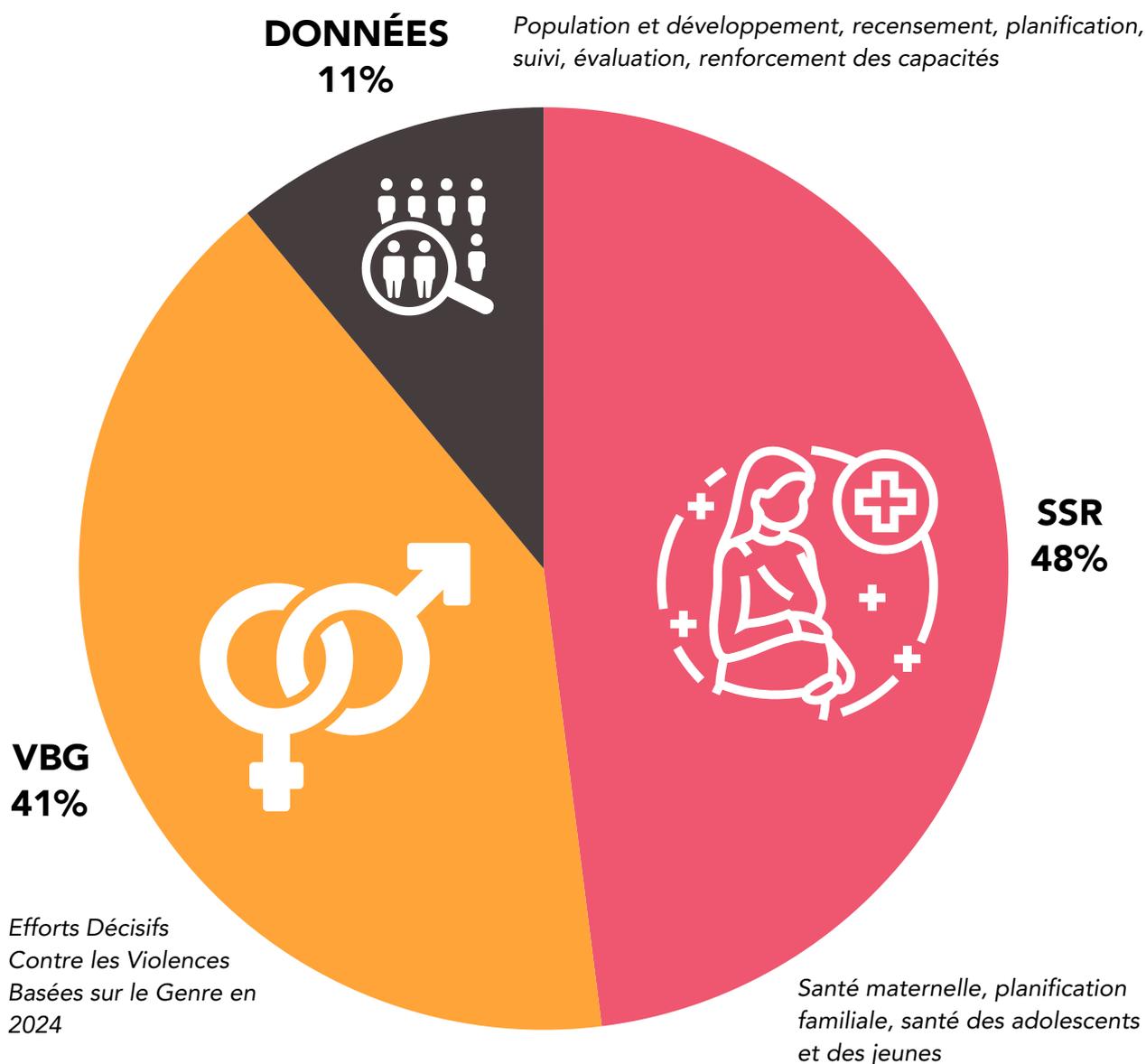
Jeunes filles formées dans le domaine de la couture.

RESSOURCES FINANCIÈRES



RESSOURCES FINANCIÈRES

Suite à l'allocation de ressources pour une mise en œuvre efficace des programmes et une coordination des activités dans nos principaux domaines d'intervention (les interventions humanitaires/d'urgence étant transversales), nous avons engagé des dépenses à hauteur de 8 936 440,0 USD en 2024, exprimées en pourcentage ci-dessous.



PROGRÈS DANS LA MISE EN ŒUVRE DU 9^e PROGRAMME PAYS

L'année 2024 étant la 2^e année du 9^e programme pays, ce chapitre présente les progrès des indicateurs tels que fixés dans ce CPD.



PROGRÈS DANS LA MISE EN ŒUVRE DU 9^e PROGRAMME PAYS

Le programme pays de l'UNFPA pour la RCA s'étend sur cinq ans, de 2023 à 2027, et constitue le neuvième cycle d'assistance de l'UNFPA pour ce pays. L'aide proposée par l'UNFPA s'élève à 42,8 millions de dollars, dont 7,3 millions proviennent de ressources ordinaires et 35,5 millions de dollars de modalités de cofinancement ou d'autres ressources. Ce programme pays est aligné sur le cycle du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable (UNSDCF) pour la période 2023-2027.

Ce chapitre présente certains résultats obtenus en comparant les années de programmation 2023 et 2024, afin d'éclairer les plans et les actions à mener pour les années restantes de la mise en œuvre du 9^e programme de pays.



Politiques et plaidoyer en matière de SDR, de violences sexistes et de paix et de sécurité pour les jeunes

Indicateur : Nombre de lois, politiques, documents stratégiques et normes nationaux élaborés et approuvés avec le soutien de l'UNFPA

2023  **6**

2024  **15**

Indicateur : Nombre de rapports contenant des recommandations stratégiques sur la lutte contre les VBG ainsi que les pratiques néfastes soumis au chef de l'État avec le soutien de l'UNFPA

2023  **2**

2024  **4**

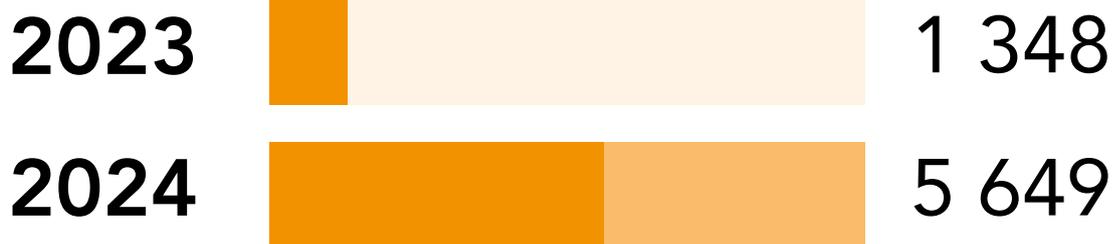


SSR, VBG et qualité des services pour les jeunes

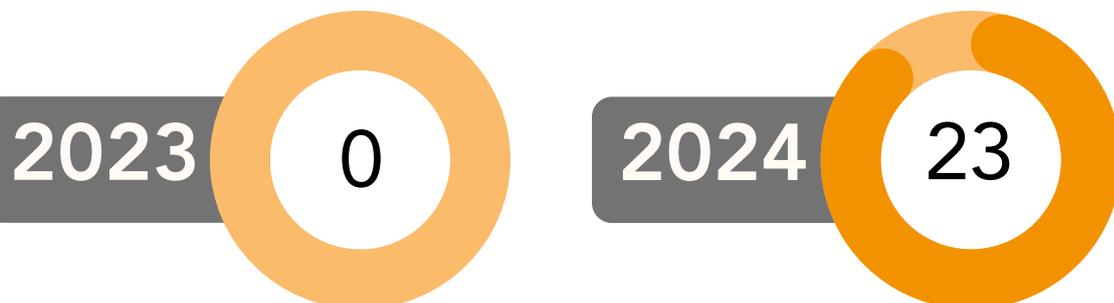
Indicateur : nombre de femmes et de filles ayant bénéficié d'une réparation de fistule obstétricale



Indicateur : Nombre de naissances vivantes assistées par du personnel de santé qualifié



Indicateur : Nombre des structures de santé équipées des kits de santé sexuelle et reproductive, y compris les kits post viol

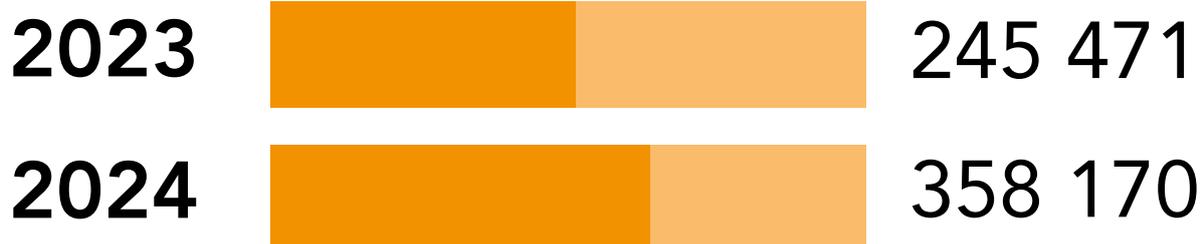




Lutter contre les normes sociales négatives, les femmes, la paix et la sécurité

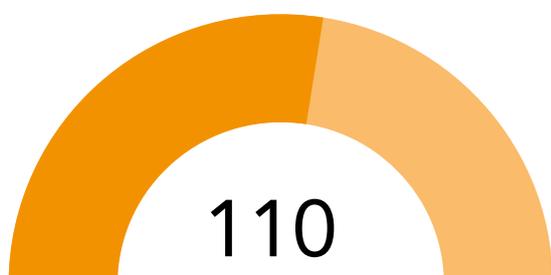


Indicateur : Nombre de femmes, d'hommes, de filles et de garçons qui ont bénéficié de programmes communautaires visant à promouvoir des normes, des attitudes et des comportements équitables entre les sexes, y compris ceux liés à la sexualité et à la reproduction des femmes et des filles.

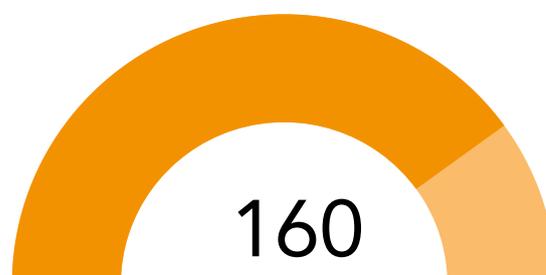


Indicateur : Nombre de prestataires de services sociaux, de santé et d'application de la loi formés à la lutte contre la violence sexuelle et sexiste

2023



2024

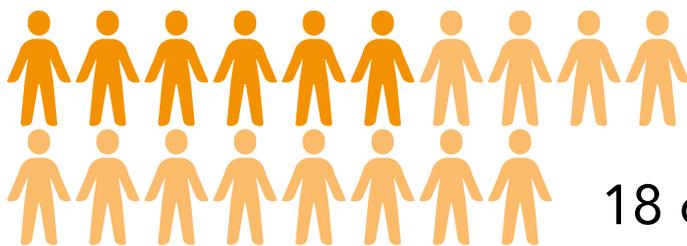




Données pour le développement, la prise de décision et le suivi et l'évaluation

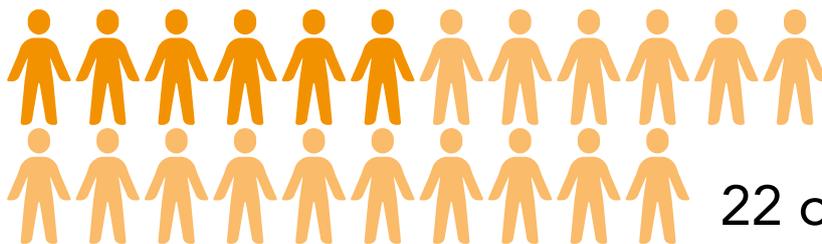
Indicateur : Nombre d'organisations utilisant le système de gestion de l'information sur la violence sexiste pour signaler les cas de violence sexiste

2023



18 organisations

2024



22 organisations

Indicateur : Nombre d'enquêtes/recensements/études soutenus par l'UNFPA (soins obstétricaux et néonataux d'urgence, enquête en grappes à indicateurs multiples 6, violence sexiste, PF, DD)

2023



2024



HISTOIRES D'IMPACT HUMAIN

Cette section présente des histoires vécues par les bénéficiaires dont la vie a été positivement impactée par le travail de l'UNFPA en RCA.





Esther prenant la parole en cours.

TRANSFORMER DES VIES *par* L'ÉDUCATION AUTONOMISATION DES FEMMES À BOEING

Dans le quartier de Boeing, dans la commune de Bimbo à Bangui, une transformation est en train de s'opérer. Grâce au soutien du Fonds Canadien et aux efforts de UNFPA à travers son partenaire de mise en œuvre, l'ONG Olivier Homme de Galilée qui a créé et animé un espace sûr pour les femmes et les filles. Parmi les bénéficiaires, Esther OUAN-INAN, une femme d'un âge avancé, se distingue par son histoire inspirante.

Esther a arrêté l'école très jeune, et pendant des années, elle a dû compter sur ses petits-enfants pour l'aider à lire et à écrire. « Chaque fois que j'avais besoin de lire quelque chose, je devais appeler mes petits-enfants. Cela me rendait très dépendante » raconte-t-elle. Cependant, la détermination d'Esther à surmonter cette difficulté l'a menée à l'espace sûr de Boeing, où elle a rejoint les cours d'alphabétisation.

Depuis mai, Esther fait partie des soixante femmes et filles qui suivent ces cours. À travers des sessions structurées autour de la lecture, de l'écriture et du calcul, ces apprenantes reçoivent également des informations vitales sur les droits des femmes, la prévention des grossesses non désirées et la lutte contre les violences basées sur le genre et les pratiques néfastes.

Les impacts de ce programme sont multiples. Les bénéficiaires ont acquis non seulement des compétences en alphabétisation, mais aussi, elles ont gagné en confiance et en autonomie. Esther, par exemple, a déclaré : « Grâce à ces cours, je peux désormais lire seule et compter mon argent. Cela prouve qu'il n'y a pas d'âge pour apprendre et je compte continuer à apprendre jusqu'à ma mort. »



Les conflits persistants et les attaques par divers groupes continuent de forcer les civils à quitter leurs foyers, contribuant à des déplacements internes et des violations des droits de l'homme, notamment l'augmentation des violences basées sur le genre, y compris les violences sexuelles. Comme le souligne OCHA dans son rapport de situation de juin 2024, les VBG en RCA ont pris une ampleur inquiétante, chaque heure qui passe, deux personnes subissent des VBG, particulièrement des violences sexuelles.

Le quartier de Boeing, située dans la périphérie de la capitale Bangui, n'est pas exempt de ces exactions. L'insécurité est criante, rendant l'accès aux services de base, y compris l'éducation et la santé, extrêmement difficile. Les initiatives comme l'alphabétisation des femmes sont donc cruciales pour offrir des opportunités de réinsertion et d'autonomisation aux populations locales, en particulier les femmes et les filles.

Le financement du Canada s'inscrit dans une mission plus large visant à atteindre **les trois zéros** : zéro décès maternel évitable, zéro besoin non satisfait en planification familiale, et zéro violence basée sur le genre et pratiques néfastes. Avec les formations dans l'espace sûr de Boeing, portant sur l'alphabétisation, la saponification, et la fabrication des gâteaux, le financement a permis de promouvoir l'autonomisation économique et sociale des femmes.

À cet effet, Esther rappelle que, quel que soit l'âge, chaque femme a le potentiel de se réinventer et de contribuer positivement à l'essor de sa communauté. Avec le soutien continu de l'UNFPA à travers le financement de Canada, de nombreuses autres femmes comme Esther auront la chance de transformer leur vie et celle de leurs proches.

Cours de lecture dispenser à l'espace sûr de Boeing





ESPACES SÛRS *à* BOUKAYA : UN ESPACE D'ÉMANCIPATION POUR LES FEMMES

Dans la localité de Boukaya, située dans la sous-préfecture de Bocaranga, au nord-ouest de la RCA, les défis auxquels sont confrontés les femmes et les filles sont exacerbés par la persistance de conflits armés et une insécurité chronique. Les violences basées sur le genre (VBG) sont une réalité quotidienne pour beaucoup, et l'accès à des ressources économiques sûres et viables est souvent hors de portée. Cependant, grâce à l'intervention de l'UNFPA, sur financement de DG ECHO de l'Union Européenne, un changement substantiel est en train de s'opérer.



Crédit Photo JKS INTERSOS

ZARI Marlène, bénéficiaire du projet à Bocaranga (Nord-Ouest de la RCA).

Marlène Zari, 25 ans, cultivatrice et mère de cinq enfants, témoigne de l'impact transformationnel de cette initiative. Avant l'intervention de l'UNFPA et son partenaire de mise en œuvre, INTERSOS, Marlène était principalement préoccupée par la survie quotidienne et la menace constante d'agression si elle s'aventurait dans les champs.

Au cœur de Boukaya, l'espace sûr mis en place est un lieu de refuge contre la violence, mais également un lieu d'apprentissage et d'émancipation pour les femmes et les filles de la communauté. Pour Marlène, la formation en pâtisserie offerte dans cet espace a ouvert de nouvelles opportunités pour subvenir aux besoins de sa famille sans risquer sa sécurité. « L'implantation de l'espace sûr à Boukaya nous a été très bénéfique. Cela m'a permis de recevoir beaucoup de notions sur les VBG et d'apprendre la pâtisserie » partage Marlène. Elle ajoute, « J'ai peur d'aller au champ à cause des hommes en armes qui n'hésitent pas à nous agresser sexuellement. Je me contenterai de cette activité pour soutenir ma famille. »

L'espace sûr de Boukaya, va au-delà de la formation sur les activités génératrices de revenus (AGR). Il permet aussi de développer des activités socio-éducatives sur les droits de la femme, la sensibilisation sur les VBG et le renforcement de la cohésion sociale et de la paix.



Cohésion sociale; femmes de l'espace sûr de Boukaya (Nord-Ouest de la RCA) qui jouent au kissoro.

La dimension santé sexuelle et reproductive, assuré par l'ONG ALIMA, a permis de prévenir et de traiter les ISTs, les grossesses précoces et non désirées, souvent issues d'agressions sexuelles.

En 2024 à Boukaya, 876 accouchements ont pu être assistés par un personnel qualifié, offrant sécurité et expertise aux mères et à leurs nouveau-nés. De plus, la réponse à la violence basée sur le genre a été une priorité, avec la prise en charge de 347 victimes, dont 102 ont cruciallement reçu de l'aide dans les 72 heures suivant l'incident.

L'engagement de l'espace sûr ne s'est pas arrêté là. Au total, 121 cas complexes ont été référés pour une prise en charge spécialisée, garantissant ainsi une qualité de soins optimale. Les services de consultations prénatales (CPN) ont profité à 1346 femmes et filles, soulignant l'importance accordée à la santé maternelle préventive. Au-delà des soins directs, un effort considérable de sensibilisation a touché environ 8765 personnes, les informant sur des thématiques essentielles de la santé de la reproduction telles que l'importance des CPN, l'accouchement assisté, les consultations postnatales et la prévention des infections sexuellement transmissibles.

Ces interventions dessinent le portrait d'une communauté renforcée, où les femmes et les filles ont trouvé un soutien essentiel pour leur santé, leur sécurité et leur bien-être.



Les femmes de l'espace sûr à Boukaya participant à une séance de sensibilisation.

HISTOIRES D'IMPACT HUMAIN

QUAND L'AIGUILLE TISSE L'AUTONOMISATION DES FEMMES ET DES FILLES



Le village de Leya, situé à 65 km de Bangui, a été le théâtre d'une double célébration le 25 août 2024. Sous le haut patronage du Président de la République Centrafricaine, Son Excellence, Professeur Faustin Archange Touadéra et la Première Dame de la RCA, Madame Tina Maguerite Touadéra, la Journée Mondiale de la Population a été célébrée en différé, conjointement à la cérémonie de clôture d'une formation en couture moderne dispensée à des femmes et des filles.

L'ONG Groupement des Femmes Agropastorales pour la lutte contre le VIH/SIDA (GROUFEPA), fondée par Madame Tina Marguerite Touadéra, a organisé cette formation en partenariat avec l'UNFPA, l'Ambassade de Chine en RCA et d'autres partenaires. 106 femmes et filles ont bénéficié de cette initiative visant à leur offrir des compétences professionnelles et à favoriser leur autonomisation économique. La cérémonie a été marquée par la remise de certificats de fin de formation et de kits d'accompagnement, comprenant 106 machines à coudre et 106 kits de dignité.



Le Président et la Première Dame remettent un certificat de fin de formation professionnelle à Merline ZOOMORONENDJI. Elle est ressortie meilleure stagiaire du programme.

Lors de son discours, la Directrice des Opérations de l'UNFPA RCA, Madame Chada Mohamed, chargée du bureau UNFPA RCA, a souligné l'importance de cette initiative en ces termes : « Depuis 2023, l'UNFPA et l'ONG GROUFEPA collaborent en développant des activités communes pour promouvoir l'autonomisation de la femme et de la jeune fille et mettre fin aux violences basées sur le genre. »

« Les femmes qui viennent ou qui ont suivi les activités au sein de l'espace sûr de LEYA ont reçu les capacités et compétences sur : La connaissance de soi, l'estime de soi, l'affirmation de soi, les valeurs et comment elles influencent les comportements, la prise de décision et la résolution des problèmes, le leadership. Certaines ayant pris connaissance de leur niveau ont accepté de suivre des cours d'alphabétisation leur permettant d'écrire, de lire et de compter », a-t-elle ajouté.

La Première Dame Tina Marguerite Touadéra a ajouté : « Je voudrais donc saluer le courage et la détermination des apprenantes qui ont pris conscience du rôle qui leur revient pour la construction d'un meilleur bien être personnel et celui des membres de leur famille. Elles ont compris qu'apprendre un métier et exercer une activité génératrice de revenu ouvre la porte à une autonomisation économique et sociale; et permet aussi de se protéger contre les violences basées sur le genre. »

Cette double célébration à Leya témoigne de l'engagement du gouvernement centrafricain et de ses partenaires en faveur de l'autonomisation des femmes et de la lutte contre les violences basées sur le genre. Grâce à des initiatives telles que la formation en couture, les femmes et les filles de Leya dans la sous-préfecture de Damara ont désormais les moyens de construire un meilleur avenir pour elles-mêmes et leurs familles.



La Directrice des Opérations de l'UNFPA RCA, Madame Chada Mohamed et le Chargé d'Affaires de l'Ambassade de la République Populaire de Chine en RCA remettent un certificat et le kit de couture de fin de formation à l'une des bénéficiaires.



DE LEYA
CEREMONIE DE CLOTURE DE LA FORMATION DES FEMMES ET FILLES
DE LEYA EN TECHNIQUE DE BASE DE LA COUTURE MODERNE
SOUS LE TRES HAUT PATRONAGE DU COUPLE PRESIDENTIEL
Pr. FAUSTIN ARCHANGE TOUADERA, PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE CHEF DE L'ETAT
ET
TINA MARGUERITE TOUADERA, PREMIERE DAME DE CENTRAFRIQUE
LIEU: Village Leya, Maternité Maman MONGBOA Jeanne (65km/Damara)
DATE: Dimanche, le 25 AOUT 2024

REINFORCEMENT DES CAPACITES
LE LEADERSHIP FÉMININ ET L'AUTONOMIE
DES FEMMES ET

Le Président et la Première Dame démontrent symboliquement leurs compétences en couture en utilisant le matériel nouvellement donné aux femmes de Leya, avec les ministres d'État qui ont assisté à l'événement pour les soutenir.



Une partie des distingués invités présents à l'événement.

DÉFIS ET PERSPECTIVES

La mise en œuvre du programme en 2024 à rencontrer quelques défis, que nous proposons de présenter dans les pages qui vont suivre afin d'orienter les interventions en 2025.



DÉFIS ET PERSPECTIVES

L'année 2024 a été marquée par des progrès significatifs dans la mise en œuvre du programme en partenariat avec le Gouvernement, les Nations Unies, la société civile et les ONG internationales et nationales. Les efforts entrepris ont permis d'améliorer la santé et les droits sexuels et reproductifs (SSR), l'égalité de sexes, la lutte contre les violences basées sur le genre (VBG) et les pratiques néfastes, l'autonomisation des femmes et des jeunes et la disponibilité des données sociodémographiques.

Cependant, malgré ces avancées notables indiquées plus haut, quelques défis ont émaillé l'exécution du programme, dont la présentation s'avère nécessaire pour orienter les priorités et stratégies futures. Ce chapitre offre un aperçu des principaux obstacles rencontrés et des perspectives envisagées pour continuer à œuvrer en faveur d'un développement durable en RCA.

Défis

La RCA demeure l'un des pays les plus pauvres et les plus fragiles au monde, avec des défis persistants sur le plan du capital humain et un contexte socio-économique et sécuritaire volatile et complexe. Les crises politiques et humanitaires de longue date, exacerbées par des conflits armés récurrents et des catastrophes naturelles, continuent d'entraver le développement.

Dans le domaine de la santé sexuelle et reproductive, des ruptures de stock fréquentes de contraceptifs et de médicaments essentiels dues aux retards de livraison et aux défis de la chaîne d'approvisionnement ; des disparités régionales dans l'affectation du personnel de santé persistent. Ainsi, une bonne partie de personnel qualifiée est concentré à Bangui au détriment d'autres zones. La politique de gratuité de soins n'est pas systématiquement mise en œuvre.

La lutte contre les violences basées sur le genre reste une priorité face à l'ampleur inquiétante du phénomène. Toutefois, l'accès de survivantes de viol ou de VBG aux services de prise en charge psychosociale, médicale dans les 72 heures et de santé mentale est toujours limitée.

Concernant le leadership et la participation des jeunes, l'accès à l'information sur l'éducation sexuelle complète (ESC) est limité, surtout en province, et peu de services de santé sont fonctionnels en dehors de Bangui. Peu de jeunes, en particulier en province, ont eu l'opportunité de participer aux programmes d'ESC ou à leur suivi et évaluation.

Dans le domaine de la population et du développement, le financement n'est pas garanti pour les études, les enquêtes, les analyses et dissémination du Quatrième Recensement Générale de la Population et de l'Habitation (RGPH-4), ainsi que les activités de collecte et d'analyse des données d'état civil.

Perspectives

Les priorités futures s'articuleront autour des quatre produits interconnectés du programme de coopération 2023-2027 dont les principales cibles sont les femmes et les jeunes : la qualité des soins et des services, les données sociodémographiques, les normes sociales et de genre, les violences basées sur le genre.

En matière de SSR, les stratégies futures viseront à renforcer la chaîne d'approvisionnement pour éviter les ruptures de stock de contraceptifs et de médicaments essentiels, les Soins Obstétricaux et Neonataux d'Urgences (SONU), le déploiement du DMU. L'UNFPA continuera à soutenir le renforcement des capacités du personnel de santé en matière de SSR, y compris la planification familiale et la gestion logistique.

En matière d'égalité de sexes et de lutte contre les VBG et pratiques nefastes ainsi que l'autonomisation des femmes et des filles, l'UNFPA poursuivra son soutien au déploiement des cliniques mobiles et d'espaces sûrs pour les femmes et les filles. Le renforcement du dispositif de coordination et de réponse aux VBG, notamment à travers la formation des prestataires et la coordination du GBV AoR, restera une priorité. L'accent sera mis sur la prévention à travers la sensibilisation et la mobilisation sociale. L'UNFPA continuera d'encourager la population et les survivantes à briser le silence et à utiliser les services gratuits disponibles.

Pour favoriser le leadership et la participation des jeunes, il est envisagé de créer et de renforcer des structures d'accompagnement à l'Éducation Sexuelle Complète (ESC) à Bangui et dans les provinces. Un plaidoyer auprès des institutions étatiques et privées sera fait pour soutenir l'implication et l'intégration de la voix des jeunes dans les processus décisionnels et de mise en œuvre de l'ESC.

Concernant le domaine de population et le développement, l'UNFPA continuera d'apporter un appui technique et financier soutenu à l'ICASEES pour l'organisation du dénombrement et les analyses du RGPH-4, ainsi que le renforcement du système d'état civil, notamment, la délivrance des jugements supplétifs d'actes de naissances aux enfants et femmes des zones affectées par les conflits. Une attention sera aussi portée à la mise en œuvre du Plan National de Développement (PND) 2024-2028.

L'UNFPA continuera de **privilégier les personnes laissées pour compte**, en se concentrant particulièrement sur les femmes et les jeunes en situation d'extrême pauvreté et d'assistance humanitaire. Le continuum humanitaire-développement-paix sera développé pour soutenir efficacement le relèvement et assurer la résilience des communautés. Le **renforcement des partenariats** avec le Gouvernement, les agences des Nations Unies, les ONG, les organisations de la société civile et les bailleurs de fonds resteront essentiels pour la mise en œuvre efficace des programmes.

Conclusion

Malgré les défis complexes et persistants en matière de développement, humanitaire et sécuritaire, l'UNFPA demeure fermement engagé à soutenir le Gouvernement de la RCA et la population centrafricaine dans la marche vers un développement durable. Un développement qui se traduit par la fin des décès maternels évitables, la satisfaction de tous les besoins en planification familiale, et l'éradication de la violence basée sur le genre et des pratiques néfastes – les trois résultats transformateurs au cœur de notre action. Les progrès réalisés en 2024 témoignent de l'impact du travail collectif et de la détermination à bâtir un pays plus juste, plus inclusif et plus résilient.

En reconnaissant les défis et en adoptant des stratégies adaptées et novatrices, l'UNFPA entend continuer à jouer un rôle crucial dans la réalisation des droits fondamentaux et du plein potentiel de chaque personne, en particulier les femmes, les filles et les jeunes. Cet engagement se manifeste par des efforts continus pour que chaque grossesse soit désirée, chaque accouchement sans danger, et pour que chaque femme et chaque fille puisse vivre à l'abri de la violence et des pratiques néfastes, réalisant ainsi pleinement son potentiel.

ANNEXE

Cela inclut une liste d'acronymes, un glossaire de termes et des coordonnées ainsi que des images reflétant le travail sur terrain.



ABRÉVIATIONS / ACRONYMES

RCA	République centrafricaine
CUAMM	Collège universitaire des aspirants médecins missionnaires
CPD	Document de programme de pays
DD	Dividende Démographique
DSFP	Direction de la Santé Familiale et de la Population
RDC	République démocratique du Congo
EmONC	Soins obstétricaux et néonataux d'urgence
UE	Union européenne
VBG	Violence basée sur le genre
GBVIMS	Système de gestion de l'information sur la violence basée sur le genre
HRP	Plan de réponse humanitaire
IACD	Agence italienne pour la coopération et le développement
CIPD	Conférence internationale sur la population et le développement
PF	Planification Familiale
PDI	Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays
IGA	Activités génératrices de revenus
PI	Partenaires de mise en œuvre
DIU	Dispositif intra-utérin
DMU	Dispositif Minimum d'Urgence
MINUSCA	Mission multidimensionnelle intégrée de stabilisation en RCA
PBF	Fonds pour la consolidation de la paix
SSR	Santé sexuelle et reproductive (SSR)
SRSR	Représentant spécial du Secrétaire général
IST	Infections sexuellement transmissibles
TCN	Ressortissants de pays tiers
TR	Résultats transformateurs
ONU	Nations Unies
UNCT	Équipe de pays des Nations Unies
UNSDCF	Cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable
OMS	Organisation mondiale de la Santé
RGPH-4	Quatrième recensement général de la population et de l'habitation



BIBLIOTHÈQUE MULTIMÉDIA DE L'UNFPA



Pour accéder à la médiathèque de l'UNFPA afin de télécharger des multimédias (photos et vidéos) de la République centrafricaine, scannez le QR Code ou cliquez sur le lien ci-dessous.

<https://multimedia.unfpa.org/Package/2A1HRG6SFYT>

LE TÉLÉCHARGEMENT DE RESSOURCES DEPUIS LES PLATEFORMES MULTIMÉDIA DE L'UNFPA CONSTITUE UN ACCORD AVEC L'AVIS DE DROIT D'AUTEUR SUIVANT :

© Avis : Toutes les photographies, vidéos, documents audio et multimédias (accessibles via multimedia.unfpa.org) sont protégés par le droit d'auteur.

L'UNFPA, ses partenaires et les médias nationaux et internationaux de bonne foi sont autorisés à utiliser le contenu dans des supports éditoriaux relatifs aux questions soutenues par l'UNFPA, sous réserve que le contenu soit fidèlement représenté, légendé et crédité. Les photographies, vidéos et contenus multimédias de l'UNFPA représentent des personnes et des situations réelles. Ces ressources ne sont pas disponibles pour un usage personnel. Il est interdit de sous-licencier, stocker, copier ou distribuer de quelque manière que ce soit le contenu consulté ou téléchargé depuis ce site (multimedia.unfpa.org). Le contenu ne peut être modifié numériquement, ce qui inclut la conversion en niveaux de gris ou la modification du sens ou du contexte. L'utilisation commerciale des ressources hors de l'UNFPA est interdite.

La mention de la source est toujours requise. Les ressources non créditées ne sont pas autorisées.

- **Images** - Le crédit doit être © UNFPA/Nom du photographe (sauf mention contraire) et figurer sur l'image.
- **Vidéos** - Le crédit doit être © UNFPA (sauf mention contraire) et figurer sur l'écran.

REMERCIEMENTS À NOS DONATEURS ET PARTENAIRES



CRÉDITS DE PRODUCTION

Rédacteur-en-Chef

Monsieur Victor RAKOTO, Représentant Résident

Remerciements particuliers à

Dr. Agnes KAYITANKORE, Représentante Adjointe

Assurance Qualité

Raymond GOULA

Production/Conception

Jean-Philip LAWSON

Archange MAFOUTA MOKOLA

Calvin GBALIA-KOYAKENDE

Contributeurs

Raymond GOULA

Chada MOHAMED

Holiharivelo RAZAFY

Marie Justine IBINGUI

Sylvère Vivien OUEKERE

Dr. Yolande GUENDOKO

Anthony Hubert YAVALA

Isabelle DINDY-BAMONGO

Guy Max Fidele DAOUILI

Jean-Baptiste RAFIKI

Dr. Alexis NAISSEM

Luce YONGOWANE

Jolly Joy BAPOTO

Nicaise VLAKO

Kevin ABAKAR

Fatou KEITA

Photographie

Jean-Philip LAWSON

Prunelle DJEGUEDE

Karel PRINSLOO

Remerciements particuliers à l'Unité Opérations

Chada MOHAMED

Holiharivelo RAZAFY

Claude-Bernard GANMON

Romarc Ghislain WALLOT

Judicael VOUNGBO-MBE

Anne Segan Gboma TENDE

Triphene SELLY

Ginette YAMBA

Guy KENGO

Aristide BIGNES VOT



RAPPORT ANNUEL 2024

EN MARCHÉ VERS UN DÉVELOPPEMENT DURABLE

Avenue Gamal Abdel Nasser,
BP 873 Bangui, RCA.

 car.unfpa.org



OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

